

Forum de ce numéro (pages 2 à 10) FORUM LIBRE

Éditorial | Les célébrités ont un devoir d'exemplarité

Le prince Andrew, duc d'York, est soupçonné d'avoir eu des relations sexuelles avec une mineure. Sa mère, la reine Elizabeth II d'Angleterre, lui a retiré tous ses titres militaires et ses patronages. Novak Djokovic vient d'être expulsé d'Australie car il a refusé de se faire vacciner contre le coronavirus et a menti sur les précautions qu'il n'a pas prises. Il ne gagnera donc pas un 21^e grand Chelem!

Le Premier ministre anglais Boris Johnson est critiqué dans ses propres rangs car il a permis que des apéritifs soient organisés à Downing Street alors que le pays était en plein confinement. Pire, un «pot» a été organisé à la veille des funérailles du prince Philip.

L'ancien conseiller d'Etat Pierre Maudet a accepté une invitation pour aller avec sa femme, ses enfants et son chef de cabinet à Abou Dhabi pour voir un Grand Prix de Formule 1. Par la suite, il a menti pour contester puis pour essayer de justifier ce voyage qui a coûté 50 000 francs. Donald Trump, président des Etats-Unis, a transformé le mensonge en programme politique et a contesté par la force l'élection de son successeur Joe Biden. Il a aussi gravement

desservi son pays en ne respectant pas la Constitution qu'il avait pourtant juré de défendre.

Pour finir ce tour d'horizon, hélas très partiel, on apprend que Silvio Berlusconi, l'homme des «partouzes» et des procès à répétition, a été choisi par les partis de droite et d'extrême droite pour être candidat au poste de président de la république italienne.

Ces faits n'ont aucun rapport entre eux mais ont un point commun. Ils démontrent que des hommes, parce qu'ils ont des titres ou de l'argent, se croient au-dessus des lois et qu'ils se conduisent comme de vulgaires voyous.

Les célébrités, qu'elles proviennent de la politique, du sport, de la chanson ou du cinéma, servent de référence et leurs admiratrices et admirateurs suivent souvent aveuglément leurs faits et gestes. Elles ont donc un devoir d'exemplarité encore plus grand que le commun des mortels. Au lieu de se complaire dans la luxure, le vice ou le mensonge, elles devraient servir de modèle. Alors, peut-être, les électrices et les électeurs reprendraient confiance et retrouveraient le chemin des urnes.

À cause de certains politiciens qui sont de véritables crapules, beaucoup de citoyennes et de citoyens font des amalgames en disant «Tous pourris». Cette comparaison est injuste car la grande majorité des personnes qui oeuvrent en faveur de la collectivité sont dévouées et honnêtes. Il faudrait s'intéresser d'un peu plus près aux positions des uns et des autres et ne pas donner sa voix à ceux qui trichent, qui ne pensent qu'à leur carrière ou qui contribuent à élargir le fossé entre les riches et les pauvres.

Rémy Cosandey

Ode à la vie

La vie a un sens
Celui que je choisis
Je mise sur chance
Et ses interdits
Je n'ai peur de rien
Ni de la lumière
Des hauts réverbères
Et ni de l'ombre
Telle une colombe
Je poursuis ma route
Et quoi qu'il m'en coûte
Guidée par la brise
Ou le vent mauvais
Je retrouverai
Le temps des cerises
Et ma liberté

Emilie Salamin-Amar

L'Essor fait peau neuve

L'Essor change et fait peau neuve. Ce numéro propose une nouvelle présentation, plus moderne et plus aérée. Si elle convient à nos lecteurs, nos prochains numéros seront mis en page selon cette nouvelle présentation.

Nous expliquerons dans notre prochain numéro les raisons de ce changement. D'ici là, nous attendons avec intérêt vos remarques et commentaires.

Défendre des services publics forts! Pour garantir l'égalité et la solidarité¹

Affirmer que les services publics sont utiles n'a rien d'une Agageure (y compris à droite); tout le monde s'accorde pour dire que la population doit pouvoir bénéficier de certains services, même s'ils sont gérés par l'État. Si cette concordance existe dans les déclarations des un-e-s et des autres, c'est parce que la compréhension et la vision de ce que sont et de ce que devraient être les services publics sont souvent (diamétralement) différentes. Cette constatation est – malheureusement – parfois vraie aussi pour une partie de la gauche, notamment lorsqu'elle est au gouvernement et n'intervient pas ou pas suffisamment pour soutenir des investissements qui seraient nécessaires, par exemple, pour financer davantage la recherche, l'éducation ou encore les hôpitaux publics et, qui, globalement, se limite le plus souvent, lorsqu'elle le fait, à contester les attaques frontales à leur rencontre.

Ce n'est pas parce que notre Etat, nos services publics, nos administrations présentent des défauts qu'il faut remettre en question le concept même de service public. Dominique Méda, 1999

2

L'impôt, source indispensable au bien commun

Car, nous le savons, les services publics font l'objet d'attaques récurrentes de la part des politiques de droite, et, plus largement encore, des gouvernements cantonaux, lorsque ceux-ci décident, par exemple, de baisser l'imposition sur le bénéfice des entreprises.

Diminuer les rentrées d'impôts, financement indispensable au fonctionnement des services publics, est en effet la mesure la plus brutale que l'on puisse décider pour réduire *in fine* les prestations à la population. Si les impôts diminuent, les budgets cantonaux ou fédéraux alloués aux services publics sont réduits, tandis que les besoins de la population, eux, ne diminuent évidemment pas. Des budgets, qui, systématiquement, sous-évaluent les recettes et sur-évaluent les dépenses.

L'inadéquation entre les besoins et leur prise en charge devient ainsi de plus en plus importante. S'il reste aujourd'hui bien trop favorable aux classes possédantes, l'impôt participe néanmoins fortement à l'effort commun de financement des services à l'ensemble de la population.

Le service public est comme l'air qu'on respire, il est partout présent sans que l'on ne s'en rende compte, jusqu'à ce qu'il manque.

Willy Pelletier, sociologue.

Des services affaiblis aux dépens de la population

Garantir un accès à l'éducation, à la santé, aux transports, à l'énergie, à l'eau, au logement ou encore à l'information à l'ensemble de la population doit constituer la mission des services publics. Ce qui est un service public doit être décidé par la collectivité et ne se

résume pas à cette liste; nous pouvons parfaitement imaginer que d'autres services publics, comme par exemple la distribution alimentaire, en devienne un. C'est pour garantir cet accès à toutes et tous, ainsi que leur qualité, que les services publics doivent être financés à la hauteur des besoins de la population. Nous en sommes souvent loin aujourd'hui: la pandémie que nous vivons actuellement aura fait éclater cette réalité au moins dans le domaine de la santé, une réalité tant de fois et depuis si longtemps dénoncée par les syndicats en particulier. Dans l'ensemble des secteurs des services qui sont restés publics et, *a fortiori*, davantage encore dans les secteurs parapublics, les moyens manquent. Ceci se traduit notamment par un manque de personnel (plus que flagrant dans les hôpitaux durant cette crise sanitaire), une pénurie de personnels qualifiés, des classes surchargées dans les écoles, des infrastructures manquantes, etc. Cette austérité plus ou moins rampante, parfois éclatante, a évidemment des conséquences sur les conditions de travail des salarié-e-s qui doivent notamment faire face à une multiplication des tâches et à une intensification de leur travail. Le lien entre les conditions de travail des salarié-e-s et les prestations qu'ils/elles peuvent délivrer à la population apparaît alors évident. L'affaiblissement des services publics en raison de manques de moyens est bien présent, avec, à la clef, la diminution de la qualité des prestations, la diminution du nombre de prestations ou carrément leur disparition ou encore l'augmentation de leur coût (pour la population) et donc la dégradation de l'accès à ces prestations. La libéralisation de plus en plus accrue des secteurs postaux, des chemins de fer ou encore de la télécommunication, l'externalisation de certains services (cantines dans les écoles, nettoyages dans les hôpitaux, sécurité dans les hautes écoles, etc.) ou carrément la privatisation de pans entiers de secteurs en sont d'autres exemples très préoccupants.

Abonnez-vous à L'Essor, 1 année: 36.-

Or pour pouvoir répondre aux besoins de l'ensemble de la population, il est essentiel d'assurer la pérennité et la solidité des institutions assurant les prestations et de ne pas les exposer au risque d'être affaiblies. Dans la situation où certain-e-s (majoritaires) ne conçoivent tout système, quel qu'il soit, qu'en terme marchand et donc contraint à produire des profits, les services publics ne peuvent qu'en souffrir. Incompatibles avec la mise en concurrence ou une quelconque rentabilité financière, de par la mission qu'ils doivent exercer, il est indispensable que ceux-ci ne dépendent pas du marché.

Une lutte offensive en faveur de services publics est nécessaire

Il apparaît dès lors patent que la lutte syndicale et politique (et donc citoyenne) pour non seulement défendre, mais aussi renforcer les services publics est essentielle. Se battre contre les mesures d'austérité et pour plus de moyens dans les services publics, une augmentation des effectifs, une revalorisation

salariale (notamment pour les professions féminisées), mais aussi une reconnaissance générale de l'importance de la tâche effectuée pour la collectivité, c'est aussi se battre contre les privatisations et pour une réappropriation de certains secteurs

par la collectivité. Parce qu'ils sont nécessaires à toutes et tous et qu'ils n'excluent personne, les services publics doivent être défendus par toutes et tous, pour la solidarité et l'égalité.

Cora Antonioli, enseignante
et vice-présidente du Syndicat des Services Publics
(SSP/VPOD)

Les services publics et les acquis sociaux, arrachés de haute lutte par des générations d'ouvriers et d'employés, ne résultent pas d'une grâce providentielle. Ils ne sont pas la propriété de l'État. Ils appartiennent à l'ensemble des citoyens. Raoul Vaneigem, né en 1934
Modestes propositions aux grévistes, 2004

¹ L'auteure rédige tous ses textes en langage inclusif.
Nous respectons évidemment son choix.

Hommage à Pierre Lehmann

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès le 18 décembre 2021 de Pierre Lehmann. Notre ami était membre du comité rédactionnel de l'Essor depuis 2006. En 2020, nous l'avons nommé membre d'honneur de notre journal.

Né le 1^{er} septembre 1933, Pierre Lehmann a obtenu en 1956 un diplôme de l'École polytechnique fédérale de Lausanne en section «physique». Après avoir œuvré quelques années dans le secteur privé, il a fondé en 1971, avec deux autres ingénieurs, un bureau d'étude sur les impacts environnementaux. Il y a travaillé jusqu'à sa retraite.

Influencé par Ivan Illich et Cornelius Castoriadis, Pierre Lehmann a beaucoup milité pour la décroissance, pour le mouvement antinucléaire et pour la transition énergétique. Grâce à François Iselin, lui aussi membre du comité rédactionnel de l'Essor, ses œuvres complètes ont été réunies en 2013 dans un ouvrage intitulé *Vivre dans un monde fini*.

Pendant plus de 15 ans, Pierre a enrichi l'Essor de ses articles toujours pertinents et surtout percutants. J'allais régulièrement le chercher à la gare d'Yverdon-les-Bains pour le conduire au restaurant où se tenaient les séances du comité rédactionnel. J'ai ainsi pu discuter de nombreuses fois avec lui et me convaincre de la solidité et de la sincérité de ses convictions.

En guise d'hommage, nous publions des extraits de deux articles qu'il a rédigés pour l'Essor.

Février 2006 – «Comment pouvons-nous survivre ?» C'est la question posée par Edward Goldsmith dans «The Ecologist». Dans cet article, il montre que le développement économique – il n'y en a pas d'autre – détruit la biosphère et la société et conclut que si nous voulons survivre sur cette planète, nous n'avons pas d'autre alternative que de revenir au mode de vie des sociétés vernaculaires traditionnelles qui nous ont précédés.

Cela signifie que la plupart d'entre nous vivront dans des villages largement autonomes et produiront notre nourriture et autres besoins de manière artisanale. Cela signifie aussi que notre vision du monde sera totalement différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Le respect de la vie, de la nature et des traditions devra se substituer aux mythes économiques qui nous ont menés dans l'impasse actuelle. Le retour à des sociétés de subsistance n'est pas une utopie de rêveurs écolos mais une échéance incontournable.

Octobre 2016 (Titre «Il faut se souvenir de Tchernobyl et de Fukushima») – Alors que la Suisse a une densité de population beaucoup plus forte que l'Ukraine, on n'ose pas imaginer les conséquences d'un accident majeur à Mühleberg, à Gösgen, à Leibstadt ou à Beznau. La moitié de la Suisse serait contaminée et de grandes villes comme Zurich, Berne, Bâle et Lucerne disparaîtraient pratiquement de la carte. Il faut être inconscient (ou inféodé aux grands groupes électriques) pour oser prendre ce risque.

Ces deux citations montrent bien que Pierre Lehmann avait une vision réaliste de l'avenir. Avec lui, nous perdons un membre de l'Essor fidèle, cultivé et attachant. Le comité rédactionnel est en pensées émues avec son épouse et sa famille.

Rémy Cosandey

Gauche et discriminations religieuses: la ligne de crête

Journaliste aux convictions progressistes avérées et indiscutables, Edwy Plenel vient de publier un recueil de textes intitulé *A gauche de l'impossible* (La Découverte, 2021). Entre autres maux, il y dénonce la dérive de la société française vers un racisme généralisé, une réalité que la précampagne électorale actuelle vient encore illustrer fortement. A le croire, jamais n'auraient été aussi prégnants les préjugés liés au sexe, à l'origine sociale, à la couleur de la peau, à la religion (musulmane surtout).

Difficile de lui donner tort, à entendre notamment les discours d'Eric Zemmour sur le grand remplacement, qui ont quasiment aujourd'hui droit de cité au point de monopoliser tout le débat politique, et pas seulement en France. Plenel souligne aussi à raison une indiscutable responsabilité de la gauche gouvernementale qui, sous François Hollande, n'a pas su assez contrer cette montée des discriminations et des haines envers certaines minorités, voire l'a parfois accompagnée. Et en plus, oui, il faut bien admettre qu'à la faveur des attentats terroristes qui ont secoué la France, elle se concentre aujourd'hui sur l'islam, une religion que toute la droite identitaire juge aujourd'hui responsable de la plupart des problèmes de la société, insécurité, immigration illégale, communautarisme voire séparatisme.

4

Un sensationnalisme qui amplifie les émotions

Cette analyse soulève pourtant plusieurs questions. Que la droite considère ainsi indistinctement les musulmans comme coupables de tous les maux, cela nous autorise-t-il pour autant à ce jugement tout aussi globalisant qui consiste à tous les traiter comme des victimes? Certes, je comprends le souci de Plenel de ne pas se focaliser sur telle dérive islamiste particulière qui viendrait faire oublier l'islamophobie générale; car il est vrai que, stimulé par les réseaux sociaux et les chaînes d'information en continu, le sensationnalisme ambiant a vite fait d'amplifier les émotions provoquées par tel acte fanatique, culpabilisant à tort toute une communauté qui ne demande qu'à pratiquer son culte en toute tranquillité et liberté. Mais, au nom d'une volonté légitime de préserver ces croyants de toute discrimination, peut-on ainsi relativiser les abus de quelques-uns, au risque de passer alors au mieux pour aveugle, au pire pour complice, deux attitudes qui au demeurant ne font que nourrir le discours de la droite identitaire, si prompt à voir partout des traîtres ou autres islamo-gauchistes? Dénoncer l'islamisme politique pour ce qu'il est réellement, c'est-à-dire comme une forme de ségrégation violente, ne serait-ce pas là au contraire le meilleur moyen de discréditer du même coup la violence ségrégationniste de l'islamophobie?

À mon avis, là est la ligne de crête que la gauche devrait tenir: combattre autant ceux qui veulent exclure l'islam de la société que ceux qui veulent islamiser la société. Tout faire pour garantir le libre exercice du culte musulman; j'étais ainsi de ceux qui ont refusé l'initiative de l'UDC contre les minarets, partant de l'idée que

puisque notre Constitution autorise quelque pratique religieuse que ce soit, je ne voyais pas pourquoi elle viendrait régir ses lieux de culte spécifiques. Mais en même temps, tout faire aussi pour que comme toute autre religion, l'islam n'empiète pas sur le champ politique; j'ai ainsi voté pour l'interdiction de la burqa ou du nikab, convaincu que, porté en public, ce vêtement véhicule un message contraire à nos valeurs d'égalité et de liberté, notamment en ce qu'il réduit la femme à un être inférieur.

Un islamisme qui cherche à promouvoir un Etat théocratique

Ne faisons pas ici à Plenel l'injure de croire qu'il ignore les stratégies de mouvements islamistes tels celui des Frères musulmans. Sous couvert de lutte contre des discriminations réelles, ils cherchent à rendre factices ceux-là mêmes des idéaux sur lesquels se fonde tout son engagement d'homme de gauche, la liberté, l'égalité, la fraternité. Comme toutes les religions conquérantes, cet islamisme militant ne cherche rien moins qu'à promouvoir à terme un Etat théocratique fondé sur des valeurs non pas partagées, mais transcendantes, non pas discutées démocratiquement mais imposées d'en haut.

Notre auteur sait parfaitement décrire en quoi les dogmatismes identitaires portés par les partis nationalistes contribuent à disloquer nos sociétés démocratiques autant que le capitalisme triomphant, nul doute qu'il sache aussi combien ils se retrouvent dans toutes les religions; il ne lui aura pas échappé que la droite réactionnaire se nourrit d'un conservatisme social et moral propre aussi bien au catholicisme intégriste qu'au salafisme, et que partout où les théologiens ont accaparé le pouvoir, celui-ci s'est exercé au détriment des revendications populaires. C'est contre la domination du haut clergé que les révolutions françaises ont toujours dû lutter, et ceux des progressistes iraniens qui ont appuyé l'imam Khomeiny pour chasser le chah se sont vite retrouvés emprisonnés ou même pendus haut et court!

Cela dit, face à des discriminations qui frappent les musulmans comme tels, je veux bien admettre que Plenel les défende en bloc, qu'il puisse même comprendre pourquoi ils se replient parfois sur leur propre identité ainsi niée; rien de choquant qu'ils se retrouvent alors entre eux pour se défendre, comme les Noirs ou les femmes l'ont fait pour mieux dénoncer leur oppression (après tout, les partis de gauche ont aussi créé des groupements de femmes ou de jeunes). Mais un danger menace ici, celui de légitimer et de pérenniser ces distinctions (sexuelles, raciales ou religieuses), et cela au risque de voir alors nos adversaires retourner contre nous l'accusation de racisme ou de communautarisme, avec par exemple un Zemmour qui se fait aujourd'hui le chantre de l'antiracisme. Nous voilà encore sur la ligne de crête: repérer et combattre toute discrimination comme telle, mais sans pour autant l'essentialiser. Dans un récent essai intitulé *Le droit d'emmailler Dieu* (Grasset, 2021), l'avocat de *Charlie Hebdo* Richard Malka refuse que tout

homme se voit automatiquement assigné à sa religion; comme si elle le définissait entièrement, aux dépens des autres aspects de son être, avec ici évidemment la justification de l'interdiction du blasphème, censé attenter à l'essence même de la personne et puni alors avec la plus extrême sévérité. Avec ici également la victimisation ou la culpabilisation de toute la communauté dès lors que la religion est attaquée dans tel de ses rites ou utilisée dans tel crime terroriste.

Non, chez nous, il n'y a pas plus les musulmans que les chrétiens ou les juifs, mais un ensemble mouvant de personnalités très diverses à tous points de vue, dans leur immense majorité toutes attachées au respect des droits humains, ni meilleures ni pires que les autres citoyennes et citoyens de nos démocraties. Et espérons-le, des personnalités qui puissent toujours se réunir autour d'un idéal que la gauche a toujours eu à cœur de défendre, la liberté de penser, de critiquer, de croire ou de ne pas croire.

Nicolas Rousseau

Quelle énergie pour demain ?

En règle générale, à l'arrivée d'une nouvelle année, les bons vœux de santé, prospérité, et bons projets créatifs sont de rigueur. Quelque chose dit que nous allons en avoir un sérieux besoin. Aux grandes inquiétudes liées à la pandémie, au climat, aux blocages commerciaux viennent s'ajouter, pour faire bon poids, des risques de pénurie énergétique. Il faut bien reconnaître que la prise de conscience écologique fait prendre des décisions qui partent dans tous les sens, intéressants à bien des égards et qui ne brillent pas nécessairement par leurs cohérences.

Nous savons plus clairement que les cinq énergies renouvelables sont solaires, éoliennes, hydrauliques, biomasses et géothermiques. On pourrait y ajouter celle des marées (marémotrices) qui ne fait pas beaucoup parler d'elle, peut-être aussi la fusion plutôt que la fission. Pour chacune d'elles, des avantages et passablement d'inconvénients qui compromettent le vrai calcul de ses productions carbonées respectives et ses impacts environnementaux. Actuellement, pourtant, ce sont malgré tout le charbon et le nucléaire qui restent les principales sources auxquelles s'accrochent les pays producteurs, comme l'Allemagne et la Chine par exemple, dont dépendent une bonne partie des autres, sans parler du pétrole/gaz de schiste moyen-oriental, russe et américain.

Le cercle est particulièrement vicieux, puisque la demande augmente sans cesse, par la généralisation de l'informatique, les clouds, les voitures électriques et mille autres objets gourmands. On évalue approximativement la consommation d'énergie à son triplement d'ici 2050. La logique marchande de notre système veut que le prix final reste le principal critère qui importe et qu'ainsi les projets sont systématiquement monstrueux: à voir les terres agricoles arrachées des mains des paysans chinois pour poser des panneaux solaires sur des surfaces interminables, des forêts d'éoliennes en mer scandinave, entre autres. On entend un président voisin qui ne jure que par de nouvelles petites centrales nucléaires, alors que son pays vit dans une pagaille indescriptible entre les vieilles centrales fissurées, les nouvelles qui n'en finissent pas de se construire sur de nombreuses malfaçons, des budgets multipliés par 10, des moteurs de secours qui prennent feu: on ne peut que comprendre l'inquiétude que cela génère. D'autant que nous sommes tous interreliés.

Sachant que la Suisse est au carrefour de l'interconnectivité de la distribution de l'électricité en Europe, il est tout à fait dommageable, pour tout le monde, que nous n'arrivions toujours pas à nous mettre d'accord pour réactualiser nos relations avec nos voisins.

À y regarder de plus près, il semble que la multiplication de petits points de production soit préférable à des mégastructures plus destructrices les unes que les autres. Cela engendrera une décentralisation des réseaux et par conséquent sa complexification: un sujet en or pour l'intelligence artificielle. Une modeste surélévation des barrages existants, une meilleure valorisation de nos déchets tout en en réduisant le volume, la réduction drastique du plastique, un accès plus large aux achats en vrac, une relocalisation au niveau continental par exemple des productions stratégiques comme les cellules photovoltaïques, les puces électroniques, les médicaments, bref c'est à tous les échelons que nous devons travailler, au niveau individuel, local, régional, national et international.

Comploter: une forme de scepticisme dévoyé.

Le fait de démasquer des complots est un bénéfice de l'intelligence critique, mais ne voir dans l'histoire que le simple résultat de forces obscures à l'œuvre, constitue un basculement du scepticisme vers le dogmatisme, une forme de nouvelle religion, qui congédie Dieu mais garde le diable.

Le Grand Récit. Introduction à l'histoire de notre temps, 2021, Johann Chapoter, historien (PUF)

Vu l'esprit de compétition généralisé, installé par la logique marchande, le défi n'en est que plus lourd et délicat. La multiplication des productions à l'échelle mondiale pour un seul objet, pour mieux maximiser l'outil de production et le niveau de maltraitance du personnel, toujours sur le seul critère du prix, est une méthode qui, immanquablement, va devoir être transformée. Au vu de la concentration des pouvoirs, ma créativité est soumise à rude épreuve. Je ne vois pour ma part que la coopération des intelligences, leur indépendance aux pressions des pouvoirs, un altruisme à tous les étages pour embarquer le monde vers une voie plus bienveillante et raisonnable. Tels sont mes vœux pour la nouvelle année 2022 et que vive l'Utopie.

Edith Samba

5G ou Urgence climatique

Il est largement admis que, dans un contexte de réchauffement climatique, les grands arbres vont jouer un rôle de «climatiseurs naturels» de plus en plus précieux dans les villes devenues des «îlots de chaleur». Or, au vu du rejet par le Conseil des Etats le 16 décembre 2021 de la demande de moratoire sur le déploiement de la technologie 5G transmise par les cantons de Genève, du Jura et de Neuchâtel, on peut se demander si les parlementaires ont été suffisamment informés.

En fait, un document crucial dans ce dossier s'intitule «*FIFTH GENERATION MOBILE COMMUNICATIONS 5G Planning – Geospatial Considerations: A Guide for Planners and Local Authorities*», diffusé par le Gouvernement du Royaume Uni en collaboration avec l'Université de Surrey, destiné aux planificateurs et autorités locales. Le document publié en ligne en 2018 montre que les arbres et autres végétaux sont considérés comme un obstacle aux fréquences du type «ondes millimétriques» prévues pour être utilisées dans les réseaux 5G. La page 37 comprend la déclaration suivante: «La végétation d'une

largeur supérieure à 1 mètre offrira une perte de signal significative, perdant plus de 90% de la puissance, que les feuilles soient présentes ou non». La page 41 quant à elle montre une photo d'une avenue urbaine bordée de grands arbres avec la légende «Dans cette rue résidentielle, il y a un grand nombre d'arbres qui bloquent clairement toute ligne d'emplacement pour les antennes qui pourraient être installées sur des lampadaires».

Ceci peut aider à expliquer certains abattements d'arbres, en particulier dans des villes se réclamant du label «*smart cities*» (villes intelligentes), que l'on a de la peine à expliquer par des arguments écologiques. Est-ce vraiment là une preuve d'intelligence et de préparation aux vrais défis du futur?

Ernst Zürcher, Dr sc. nat. EPFZ,
Ing. forestier dipl. EPFZ, Prof. ém. Sciences du Bois,
(jusqu'à récemment chargé de cours EPFL
(Science et Génie des Matériaux).
Auteur du livre: *Les Arbres, entre Visible et Invisible*
(Actes Sud 2016 / Babel 2021).

6

Coup de gueule Une justice à deux vitesses

On peut être profiteuse et menteuse et ne commettre aucune infraction pénale. C'est ce qu'a décidé la Chambre pénale d'appel et de révision de Genève à propos de l'ancien conseiller d'Etat Pierre Maudet.

Rappelons brièvement les faits: Pierre Maudet a fait, aux frais des autorités d'Abu Dhabi un voyage avec sa femme, ses enfants et son chef de cabinet pour assister au Grand Prix de Formule 1. Valeur estimée: 50 000 francs. Par la suite, il s'est entêté dans le mensonge, trompant à la fois son parti et ses collègues du Conseil d'Etat. La confiance et la collégialité étaient rompues.

Non seulement, l'ancien magistrat a été blanchi par la justice, mais celle-ci lui a encore octroyé une somme de 40 000 francs pour ses frais. Rappelons-nous la fable de La Fontaine: «Selon que vous serez puissants ou misérables, les jugements de cour vous rendront blancs ou noirs».

Ce qui est inquiétant dans cette affaire, c'est de constater que Pierre Maudet, candidat à sa réélection, a obtenu plusieurs dizaines de milliers de voix. Et que, par ailleurs, il a failli devenir conseiller fédéral et rejoindre ainsi d'autres menteurs. Le temps n'est plus où on voulait des élus irréprochables; aujourd'hui les électeurs votent pour des candidats qui appartiennent au bon parti ou qui savent bien parler. On comprend pourquoi le taux d'abstention est toujours plus élevé.

Françoise Cartier

Le coin du potache Il s'en est fallu... de pas beaucoup!

Au fur et à mesure que passe le temps, on en apprend des vertes et des pas mûres sur le clown orange qui trônait à la Maison-Blanche. Ce malade mental a bien failli mettre la planète à feu et à sang, au seul prétexte de... garder le pouvoir. Ne pas accepter sa défaite n'était que la première brique d'une folle stratégie inspirée par le funeste Steve Bannon. Il était prévu, entre autres joyeusetés, la mobilisation de la garde Nationale dans tous les États de l'Union, pour en faire la seule autorité habilitée à «recompter» les votes. Ensuite, Trump a obligé son vice-président à désobéir à la Constitution, (Constitution qu'il avait juré de protéger). Par chance, Mike Pence s'est, non sans un certain courage, souvenu, que lui aussi, avait prêté un serment identique.

Les 5 et 6 janvier, dans un palace de Washington, une cellule réunissant les fines lames de l'extrême droite est en contact étroit avec la Maison-Blanche et tente d'entraîner le clown à bloquer l'accession de Joe Biden à la Maison-Blanche. Plusieurs livres racontent cet «épisode» de la vie politique américaine. On y relate de troublantes conversations. La patronne de la CIA, en général assez bien informée, va jusqu'à craindre un coup d'État fomenté par ces stratèges bidouilleurs de constitutions. Certains généraux, haut placés dans la hiérarchie américaine ont dû secrètement s'employer à rassurer les gouvernements, notamment le chinois, assurant aux uns et aux autres qu'ils avaient le «bouton nucléaire» sous étroite surveillance. Une partie, encore à peu près saine du Parti Républicain a même essayé de «démettre le malade», sans toutefois y parvenir, faute de majorité. Le monde n'est pas passé loin d'une grave crise, à côté de laquelle l'affaire cubaine des années Kennedy aurait passé pour une comptine pour enfants. On en reste sans voix.

Vous, je ne sais pas, mais je propose d'exiger une expertise psychiatrique obligatoire de tous et toutes les candidats-es aux postes à responsabilité, quels qu'ils soient. Les risques s'avèrent trop nombreux. Malheureusement, et depuis longtemps, faire confiance au Peuple est tout aussi dangereux, il s'est montré à maintes occasions bien trop sensible à la flatterie populiste.

M.G.

Qui veut gagner des bidons?

Que faire, pour inciter ces irréductibles, de non vaccinés de tous les pays occidentaux pour les convaincre de se faire vacciner contre le Covid-19? Une tombola? En voilà une riche idée lumineuse!

À Genève, parmi les nombreux lots, on a tenté de les appâter en leur proposant de passer une journée avec le vice-président du Conseil d'Etat, visite d'un abri antiaérien, un tour sur le lac avec la police de la navigation, une descente en rappel avec la brigade de sécurité publique, la conduite d'un char sur le tarmac de l'aéroport, ou une démonstration de la brigade des chiens. Etrange tout de même que ce panel fleurant bon le militaire. Etonnant tout de même que les organisateurs n'aient pas pensé à un stage au Vatican dans la garde Suisse! D'autres pays ont eu plus d'imagination!

Ohio (Etats-Unis), tirage au sort hebdomadaire réservé aux candidats à la vaccination, prix d'un million de dollars, ou études supérieures gratuites, logement compris dans une université publique. Dans d'autres Etats, cela peut aller d'une petite bière à des gains pouvant atteindre jusqu'à 1,5 million de dollars. Alléchés par ces promesses de gains, ils furent nombreux à y participer.

Dans le Maryland, chaque jour un gagnant remporte la coquette somme de 40 000 \$. L'Etat de New York cible les jeunes de 12 à 17 ans mettant en jeu 50 bourses permettant d'étudier gratuitement pendant quatre ans.

Dans le Minnesota, le gouverneur démocrate Tim Waltz annonce que 100 000 vaccinés recevront un pass donnant accès aux parcs naturels de l'Etat. Dans le New Jersey le slogan est «une piqure, une bière».

En Californie, l'Etat va distribuer 116 millions de dollars de primes à la vaccination, le gros lot étant de 15 millions de dollars. A Denver (Colorado), une habitante a gagné 1 million de dollars. A Sacramento, le gain n'est que de 50 000 \$. En Virginie, les participants vaccinés ont gagné outre de l'argent, des pick-up, des permis de pêche ou de chasse, des fusils de chasse, des séjours dans les parcs naturels de l'Etat.

Et pour les gourmets, la chaîne de donuts Krispy Kreme s'est engagée à offrir à chaque personne vaccinée un beignet par jour, jusqu'à la fin de l'année. Succès immédiat de cette opération de communication, lancée le 22 mars: la première semaine, Krispy Kreme a distribué près de 125 000 donuts! Et puis, il y a les matchs de base-ball gratuits, les joints préroulés offerts, un groupe hospitalier en Alaska qui fait miroiter des billets d'avion en échange d'une piqure...

À Las Vegas, le Hustler Club de Larry Flynt, offre un «lap dance», une carte de membre, des bouteilles et des billets de spectacle à toute personne qui vient se faire vacciner. Plus cocasse encore, le maire de New York englutit des frites au petit-déjeuner, face caméra, en pleine conférence de presse, puis croque dans un hamburger en surjouant légèrement son plaisir. La bouche à moitié pleine, Bill de Blasio explique que «si vous aimez cette nourriture, pensez-y en songeant à la vaccination». Cette scène, les Américains ont

pu la voir de bon matin le 13 mai. Elle servait à annoncer que tous les New-Yorkais qui se feront vacciner contre le Covid-19 auront droit à un burger-frites gratuit dans l'un des fast-foods de la chaîne Shake Shack, sur présentation d'un justificatif. Tout ça rien qu'aux Etats-Unis. Ils ne sont toutefois pas les seuls à chercher des idées originales pour pousser les populations à se faire vacciner.

En Inde, autre culture, autre offrande: la communauté des orfèvres de la région de Rajkot, dans l'Etat du Gujarat (à l'ouest du pays), remet un piercing en or aux femmes vaccinées. Les hommes se voient quant à eux offrir un mixeur. Au nord de New Delhi, on propose même une réduction d'impôts de 5%.

En France, Eure-et-Loir, balade dans un camping-car pour visiter la région. A Argenteuil, une petite dose, pour gagner un voyage en Europe. A Nîmes, Franck Proust, président de Nîmes Métropole, pour encourager les habitants à se faire vacciner, a organisé une «Vaccination-Party».

A Londres, le maire de la capitale britannique Sadiq Khan a lui aussi tenté de relancer la vaccination, en organisant un tirage au sort uniquement ouvert aux personnes vaccinées ou à celles ayant pris rendez-vous. A la clé? Deux places pour la finale de l'Euro.

Autre type de récompense outre-Rhin. Les Allemands vaccinés jouissent d'une plus grande liberté: depuis dimanche, ils sont exemptés de couvre-feu, de quarantaine à leur retour de l'étranger, de jauge pour se rassembler dans les lieux clos, et de test négatif à l'entrée des magasins.

En Serbie, le président Aleksandar Vučić a annoncé à la télévision, un don de 3 000 dinars (25 euros) à tous ceux qui se sont fait vacciner avec une ou deux doses.

Ailleurs, en Asie et au Proche-Orient, l'injection est récompensée par une gourmandise: dernier prix une glace à Moscou et une voiture pour l'heureux gagnant. Deux boîtes d'œufs aux plus de 60 ans, à Pékin. Des bières et pizzas, en Israël, ou encore à Dubaï 10% de réduction dans les restos après la première dose, 20% après les deux doses. A Hong-Kong on a poussé le bouchon encore plus loin, en mettant à la loterie pour les vaccinés des appartements d'une valeur de 1,3 million d'euros!

L'Italie et la Roumanie ont visé la culture. En Italie, les candidats à la vaccination ont pu admirer gratuitement les tableaux de Botticelli et du Caravage. Quant aux Roumains, ils se sont fait vacciner dans la salle du château de Bran qui a inspiré Dracula.

Enfin, en Thaïlande, une tombola qui devrait s'étaler sur cinq mois. Chaque semaine, un vacciné gagnera une vache d'une valeur de 10 000 bahts (260 €).

Emilie Salamin-Amar

Le sujet exproprié

Dans le forum libre de ce numéro, je poursuis la tâche que j'ai annoncée en préambule de mon article sur «La science moderne» du n° 1 de février 2021, suivi de l'article sur «Fonctionner n'est pas exister» du n° 5 d'octobre. Aujourd'hui mon chemin est balisé par Roland Gori, psychiatre-psychanalyste et figure centrale de l'association *L'appel des appels*¹.

La mathématisation du réel («la science soumet le réel à son filtre») va de pair avec les constructions techniques *en face* de l'humain (le monde perd sa familiarité, l'humain n'est plus au milieu de son monde). *Fonctionner* qui remplace exister est devenu un mode de penser nécessaire pour modéliser des objets (et des êtres) dits productibles, calculables, numérisables. Comprendre un phénomène du monde consiste dès lors à écrire la *procédure* qui le produit (comment ça doit fonctionner). Cela veut dire définir les règles et les actes à suivre et à effectuer pour produire le résultat. Les procédures sont écrites, fixées sous forme de protocoles. Elles poussent à l'automatisation des gestes, font obstacle à tout imprévu, toute hésitation, tout espace de liberté, donc à toute créativité.

8

Le désordre est, tout en demeurant potentiellement dispersion et destruction, inséparable de tout ce qui est création.

Edgar Morin

L'acteur a pour injonction d'actualiser les compétences et habiletés attendues, voire exigées. Il n'a plus à décider, ne s'implique plus réellement comme acteur de son action; il suit et se soumet au protocole. Les procédures et protocoles sont des dispositifs formels pour calibrer, conditionner, normaliser et contrôler des activités humaines et sociales (soigner, enseigner, aider) sous prétexte de bonne gestion, de temps gagné, de commodité. Ainsi les *normes* liées au travail sont insensiblement intériorisées par les professionnels et même transférées dans leur existence extra-professionnelle.

Les citoyens sont peu à peu *conditionnés*, mis en conformité avec ce que la société néo-libérale (règles du marché) attend d'eux. Ils s'y *adaptent*, c'est-à-dire adoptent les types de réponses dictées dans les multiples champs sociaux qu'ils fréquentent. Les règles s'immiscent dans la vie des individus et leur dictent un *style de vie*, un système de *dispositions* à penser, se représenter et agir conformes à la doxa sous-tendue par ces règles.

Suivre une procédure ne révèle rien du contenu, du sens et de la qualité de l'activité. Peu importe, l'*évaluation* ne portant que sur la forme, elle permet de comptabiliser, diagnostiquer et surtout encadrer, réguler, contrôler donc gérer, administrer et assurer des certifications et des accréditations qui ensuite contraignent et normalisent des institutions, des existences, des individus mis ainsi en concurrence. L'évaluation colonise tous les champs sociaux.

Ce qui *vaut* se résume à ce qui *fonctionne*, ce qui aboutit au résultat, au *prix* du résultat. Le vrai, l'objectivité ne sont que formels (un chercheur est évalué au nombre de ses articles parus dans une revue scientifique certifiée, peu importe la qualité du contenu des articles). Le formel correspond aux apparences (comme preuve d'un événement on n'entend plus le récit fait par un acteur qui l'a vécu en chair et en os, cependant on accepte la photo (forme cristallisée) du résultat de l'événement en question). Suivant cette *rationalité formelle et instrumentale*, les problèmes sont abordés, par les fameux *experts*, sous l'angle de la raison calculatrice et technique. Nul besoin de les comprendre, il suffit de les résoudre (quitte à produire, en ce faisant, d'autres problèmes!). Selon cette méthode, tous les problèmes, même humains et sociaux, sont considérés comme (bio)mécaniques.

Le seul courage est de parler à la première personne.

Arthur Adamov

Aujourd'hui la définition d'*information*, qui voulait dire *donner une forme* (mettre en récit), est oubliée. La conception post-moderne de *transmission de données sous formes de signaux numériques* efface la subjectivité et l'intériorité du sujet-émetteur dès lors comparable à une machine. Ce qui se capte, se stocke et se traite est considéré comme objectif (mais d'une objectivité formelle!) La parole laisse place aux masses de données reproductibles et standardisées.

Dans le monde post-moderne, la parole et le langage sont considérés comme subjectifs, c'est-à-dire entachés d'erreurs, d'incertitudes, de doutes, de questionnements liés à l'humain non rationnel.

Le savoir qui n'est pas traduisible en quantité d'informations sans ambiguïté n'est pas utilisable, donc pas utile. Acquérir du savoir devient apprendre des compétences et des habiletés cognitives et sociales, ainsi que disposer de modes d'emploi de protocoles (et il existe aussi des protocoles pour penser tel ou tel objet... à la mode!). Le langage n'est vu que comme un instrument de communication (d'informations) d'un émetteur à un récepteur. Il n'est donc pas lié à la pensée de sujets intentionnels.

Du reste, dans ce contexte, le penser est surnuméraire. Ni lui ni le langage n'ont plus de finalité propre. Les problèmes soulevés et *pensés* par les intellectuels d'hier sont saisis et *traités* techniquement par les experts d'aujourd'hui (les spécialistes de résolution de problèmes).

Il est important de comprendre qu'un individu placé devant des procédures à effectuer selon des règles et des normes prédéfinies et dont le fonctionnement est assimilé à une addition de compétences et d'habiletés (éléments d'actions et d'émissions) extérieures, cet individu n'a ni expérience vécue, ni intériorité, ni intentionnalité. Il a seulement un *comportement* ou il faudrait dire: «ce n'est qu'un comportement», car le sujet n'est qu'une fausse apparence (expropriation subjective).

Margaret Zinder

chercheuse en sciences humaines et sociales

¹ www.appeldesappels.org

Oops... l'UBS

Faut-il se réjouir du jugement en appel de l'affaire UBS en France? La question est d'autant plus complexe qu'elle est aussi morale que judiciaire. En attendant, le résultat de cet appel est la réduction à 1,8 milliard en lieu et place de 4,5 milliards, soit 2,5 fois moins, ou si vous préférez, un gros rabais de 60% sur l'amende initialement infligée à la grande banque suisse en 2019. Conséquence N°1: les dirigeants de l'UBS, légèrement grincheux, songent à introduire un deuxième appel. Ça laisse songeur. Conséquence N°2: les actionnaires sont contents, l'action UBS remonte, et ça aussi, ça laisse songeur.

Mais regardons d'un peu plus près cette affaire. La justice française, sur la base d'informations livrées par une employée française de la filiale française de la banque, l'avait condamnée en première instance à cette amende salée. *Grosso modo* pour avoir «fortement incité» ses clients français à planquer leurs montagnes d'€ à l'abri du fisc. Certes, c'est un peu le «job» des banquiers helvétiques, ces seigneurs de la finance qui assurent à notre pays une merveilleuse réputation, condamnés qu'ils sont à une éternelle fuite en avant pour parvenir à l'obésité d'une banque *too big to fail* et, du coup, être sauvée par notre propre gouvernement. Hélas, ça s'est vu. Et ça nous avait laissés songeurs sinon un peu choqués. Je dis hélas, non pas pour les milliers d'emplois ainsi épargnés bien sûr, mais hélas pour la morale et surtout pour la justice.

En fin de compte, il suffit d'être suffisamment puissant pour s'offrir les services (hors de portée du citoyen lambda) d'une petite armée d'avocats pour gagner, en une seule audience, 2,7 milliards d'€. Ça fait cher la minute de procès et là encore, ça laisse songeur.

Que dire de l'employée qui a dénoncé les agissements clairement illégaux de la banque? Je ne connais pas cette personne et sans être un admirateur du système judiciaire américain – où la justice n'est qu'un industrieux galimatias qui rapporte, ou coûte, gros, c'est selon – mais outre Atlantique, Madame Stéphanie Guibaud aurait reçu une sonnante et rébuchante récompense pour son geste civique. Espérait-elle un tel traitement de la part de la République Française? Je l'ignore mais, conséquence N°3: dame Guibaud vit très mal depuis 2012, sa réputation est ruinée, sa situation socioprofessionnelle réduite à néant, et elle est injustement condamnée aux «aides» sociales. Ça laisse songeur. Cette dame avait agi, dit-elle, pour ne pas être complice de crimes financiers. «Notre» banque s'est arrangée pour broyer la vie, la carrière et tout le reste (famille, amis, santé, patrimoine) de son ex-employée. De son côté, la République ne considère Madame Guibaud que comme simple témoin et non pas comme une lanceuse d'alerte, même si, grâce à elle, l'État va encaisser un bon gros tas d'€. Ça laisse songeur. Ainsi, *non solum sed etiam*, comme dirait Cicéron, la

banque gagne 2,7 milliards en une journée, mais dame Guibaud végète depuis dix ans dans l'indignité. Ça laisse songeur.

Faut-il réintroduire de la morale dans la justice? C'est une grave question, d'ordre philosophique. De fait, la morale ne doit pas se substituer à la justice ni même s'en mêler et il serait dangereux d'introduire de la morale dans la cuisine judiciaire. Les tribunaux sont déjà assez spectaculaires tels quels. On voit à quelles dérives ça conduit quand on dénie aux femmes le droit à l'avortement au nom d'une hypocrite considération soi-disant morale. Ce n'est, en effet, pas de morale dont ont besoin nos systèmes judiciaires, mais tout simplement d'éthique et de «justice». De véritable justice et non pas de cette espèce de théâtre ubuesque où, en réalité, s'affrontent des intérêts cachés et inavouables aux citoyens contribuables. Ça laisse songeur.

Ceci dit, la vérité m'oblige à mentionner que l'UBS va peut-être regretter son attitude arrogante et contestataire. Il y a cinq ans, l'État français avait proposé à la banque le paiement d'une «amende contributive» de 1,1 milliard d'€, pour lui épargner toute suite judiciaire. Sûre de son bon droit d'arnaque, l'UBS avait, tout en clamant son innocence et son intégrité, persisté à vouloir régler le problème devant les tribunaux. Résultat final, une condamnation renouvelée et un surcoût de 700 mios. Pas très reluisant tout ça. Vous me direz que 700 mios, c'est une broutille pour l'UBS. Ça ne fait même pas le poids face aux bonis versés aux meilleurs de leurs pieds nickelés. Ça laisse songeur. Mais, confieriez-vous vos sous à une banque qui finit par perdre 700 mios par simple arrogance? Ça vous laisserait songeur, non?

On peut préférer l'argent à la justice, d'ailleurs «on» ne se gêne pas, «on» le fait! Mais qu'on ne vienne pas ensuite affirmer que jouer au soft ball (sans aucun dommage) dans le hall d'une banque pour attirer l'attention sur ses investissements ringards et dangereux (mais toujours juteux), constitue une violation de la propriété. La justice doit choisir son camp. Le droit du plus fort ou la justice équitable. Soit, elle continue de danser au bal des hypocrites, soit elle rend la justice. Mais, elle hésite la justice, elle ne sait pas trop, et ça la laisse bien songeuse...

Marc Gabriel

Vingt-quatre dans la même seconde

Nous vivons dans un monde extraordinaire. Ce matin, 9 janvier 2022, les 24 skieurs les plus rapides qui se sont élancés les uns après les autres dans la première manche du slalom d'Adelboden, longue de 1430 mètres, ont passé la ligne d'arrivée dans la même seconde. Comment les départager autrement qu'en coupant ce temps très court, en 100 centièmes... de secondes, un temps à peine perceptible par l'esprit humain. Et là encore, les deux premiers ont mis, pour faire ce kilomètre et demi, le même nombre de centièmes de secondes. N'y a-t-il pas là une occasion de s'étonner, de se poser des questions et de s'émerveiller peut-être? J'en reste baba.

Pierre Aguet, Vevey

Hospitalité

Que nous est-il arrivé? La France qui a longtemps été considérée comme une terre de liberté, un pays d'accueil, la France qui après la Révolution de 1789 accueillait les persécutés d'Europe, les juifs notamment, cette France semble bien loin. Encore au début du 20^e siècle c'est en France que trouvaient refuge de nombreuses personnes fuyant les guerres et les difficultés dans l'Est de l'Europe parmi lesquelles de nombreux artistes¹ qui créèrent des oeuvres dont nous profitons aujourd'hui et que des millions de touristes viennent visiter chaque année.

Que nous est-il donc arrivé pour qu'aujourd'hui en ce début de campagne électorale la tonalité de nombreux discours politiques soit teintée de nationalisme excluant, de xénophobie voire de racisme et de haine. Les leaders de droite semblent s'être lancés dans une course à celui ou celle qui apparaîtra la ou le plus ferme dans cette posture de repli et de fermeture, d'exclusion.

Ceux-là même qui affirmaient les références chrétiennes de notre pays et de l'Europe semblent aujourd'hui en avoir oublié l'essentiel, l'amour du prochain! Au point que le Pape François visitant des camps de réfugiés et de migrants sur l'île de Lesbos a parlé de «nauffrage de civilisation»! Quand des centaines de personnes – car derrière ce concept de migrants ou de réfugiés il s'agit bien de personnes, de femmes, d'hommes, d'enfants – se noient en Méditerranée et maintenant dans la Manche, on peut tenter de faire croire qu'elles et ils sont victimes de passeurs, mais c'est une hypocrisie honteuse! La réalité c'est que ces gens sont d'abord victimes de la politique migratoire de l'Europe et de la France!

Nous sommes légitimement scandalisés lorsque le président biélorusse fait amener des milliers de personnes jusqu'à la frontière avec la Pologne pour faire pression sur l'Europe, mais pourquoi n'avons-nous pas eu le même sursaut de solidarité lorsque nos gouvernements fermaient les ports aux navires partis secourir les naufragés de Méditerranée?

Nous sommes révoltés à juste titre lorsque nous apprenons que 27 personnes en détresse au milieu de la Manche ont, en vain, appelé longuement des secours en Angleterre et en France avant de se noyer, mais pourquoi acceptons-nous dans un silence assourdissant que le Préfet des Alpes maritimes refoule vers l'Italie des personnes qui veulent demander l'asile en France?²

De Lesbos à la Manche, de Nice à Calais en passant par les campements dans nos villes, jusqu'à quand serons-nous sourds et aveugles? Qu'est-ce qui fait que notre Europe, qui est une des zones les plus riches du monde et dont la richesse s'appuie parfois sur des pays d'extrême pauvreté, est aujourd'hui à ce point refermée sur elle-même et transgresse ses propres valeurs?³ Malgré des rapports officiels établissant que les étrangers apportent plus à notre pays qu'ils ne coûtent, des discours politiques continuent d'affirmer l'idée fausse que les étrangers sont trop nombreux, qu'ils coûtent

trop cher et que nous devons nous protéger! C'est cela qui est massivement retenu par l'opinion publique.

Aujourd'hui l'idée même d'hospitalité, que le livre des Hébreux nous invite à ne pas oublier⁴, doit être défendue et promue. Il y va autant du respect des grands principes que de notre humanité.

Sylvain Cuzent

1 Notamment Pablo Picasso, Ossip Zadkine, Marc Chagall, Mela Muter, Marie Vassiliev, Amedeo Modigliani, ...

2 Certaines sont mortes dans le froid et la neige malgré l'aide que des associations tentent de leur apporter. Cédric Herrou, plusieurs fois arrêté, poursuivi en justice puis finalement relaxé, avant que soit reconnu le principe constitutionnel de fraternité et de la liberté d'aider autrui dans un but humanitaire qui amena le Parlement à assouplir le Code d'entrée et de séjour des étrangers et du droit d'asile.

3 Les organisations humanitaires ont écrit une lettre ouverte à la Commission européenne «Nous sommes effarés qu'un projet enfreignant les droits humains et la Convention de Genève sur le statut des réfugiés puisse être approuvé par les institutions européennes». Le Monde du 17 décembre 2021.

4 Hébreux 13 v2: «N'oubliez pas l'hospitalité car certains sans le savoir ont accueilli des anges».

Il risque vraiment, dit-on, un temps de prison
Pour avoir proféré, lors de la dernière saison
De lourdes, tortueuses et abjectes insanités
Sur les étrangers qu'il veut déshumaniser

Soudain moins fier d'avoir à baisser le ton
De s'être, hélas, toujours assis à croupetons
Sur les vraies valeurs de la République
Affichant son horrible rictus sarcastique.

Il ne sera plus convoqué sur les plateaux téléés
Où sans honte il déblatère, appliqué et zélé
C'en sera fini de ses espoirs présidentiels
Voire d'éventuels portefeuilles ministériels.

Fin de jouer les mesquins machos
Ou de tenir ses discours de facho
Adieu les injures envers les femmes
Adieu les quolibets les plus infâmes.

À force de tripoter les événements
De traiter la vérité si négligemment
De s'instituer en donneur de leçons
C'en sera fini de ces tristes contrefaçons.

Même accueilli par un baveux marquis poudré passéiste
Ainsi finira la carrière de ce polémiste
Une sanction pour lui inédite
C'est l'ombre du cachot qu'il mérite.

Sans hésiter, c'est avec la grande Histoire qu'il a triché
Nauséabond et menteur, qu'à sa manière il a défriché
Et si briller suffisait dans le cirque médiatique
À conduire à une carrière dans l'arène politique...

Ça se saurait
Ça se verrait
Ça se sentirait
Et ça puerait

M.G.

Migrations, relations internationales et Seconde Guerre mondiale

Marc Perrenoud, Editions Alphil, 2021

Durant sa longue carrière d'historien, Marc Perrenoud a écrit de nombreux articles, a apporté sa contribution à une dizaine d'ouvrages et est l'auteur d'une thèse remarquable consacrée à la place financière suisse durant la période nazie. Il est un des meilleurs connaisseurs de la période de la Deuxième Guerre mondiale et a été le bras droit de Jean-François Bergier qui a présidé la Commission d'experts sur la Suisse durant le nazisme.

Comme le souligne Daniel Bourgeois dans son texte d'introduction, Marc Perrenoud n'a pas seulement la passion de l'histoire mais également la défense des humiliés et des sans-droits. En 1968, alors adolescent, il quitte l'Algérie pour s'établir au Locle, où son père a décidé de poursuivre sa carrière de pasteur. Passer d'Oran aux Montagnes neuchâteloises n'est pas facile car ses camarades de classe ont tendance à le percevoir comme étranger. Il découvre les luttes sociales qui ont caractérisé cette région et est profondément marqué par elles.

Le livre de Marc Perrenoud se structure autour de six grands thèmes: migration, relations financières internationales, relations économiques et commerciales, réfugiés, Suisse-Outre-mer et mouvement ouvrier. Chaque thème se divise en plusieurs chapitres qui permettent à l'auteur de mettre en évidence l'étendue de ses connaissances et la précision de ses analyses. Grâce à lui, il est possible de connaître avec exactitude l'histoire suisse du XX^e siècle et de découvrir que la version officielle est parfois tronquée.

Dans la partie consacrée au mouvement ouvrier, Marc Perrenoud insiste tout particulièrement sur les traditions pacifistes dans la culture politique du canton de Neuchâtel. Au passage, il souligne la fidélité de Paul Graber au pacifisme. Il explique aussi pourquoi le mouvement ouvrier suisse révisé son attitude à l'égard de l'armée et adopte en 1935 le principe de la défense nationale.

Comportant plus de 500 pages, le livre de Marc Perrenoud offre une mine de renseignements et constitue une précieuse contribution à l'histoire du pays. Grâce à lui, l'histoire est passionnante et reflète bien le fonctionnement de la Suisse, basé avant tout sur la défense du capitalisme. Il mérite d'être lu et médité car il ouvrira les yeux à tous ceux et toutes celles qui sont attachés à la vérité.

Rémy Cosandey

JURA – les dompteurs du froid

Alain Prêtre, Editions Omnisciences, 2021

Le journaliste et photographe animalier Alain Prêtre nous livre un magnifique portfolio riche de 250 images prises entre la France et la Suisse. L'auteur connaît bien le Massif jurassien, sa topographie, son biotope, sa faune si riche et diversifiée. Dans sa quête d'images, nous constatons sa patience et son respect pour capturer des moments uniques et éphémères des habitants sauvages de ces contrées. Une approche ardue mais ô combien gratifiante!

Au fil des pages, il nous invite au plus profond des forêts jurassiennes dans la rudesse de l'hiver. Chaque rencontre suscite une émotion particulière chez l'auteur car il sait intercepter l'élégance du Chevreuil, la posture féline du Lynx boréal, l'allure du Renard roux, l'envol du Cassenoix moucheté «au plumage brun chocolat constellé de larmes blanches», la splendeur du Grand Tétrás, maître de son territoire, hélas fragile dans sa survie, l'Hermine pleine de grâce et légèreté dans sa «danse» à la recherche d'une éventuelle proie, le Bouquetin majestueux sur les hauts du Creux du Van, et tant d'autres beautés de cette vie sauvage.

Chaque image est accompagnée d'une légende sur les mœurs de ces habitants, «les dompteurs du froid». L'accès à la nourriture est le principal défi que les animaux doivent relever. Avec sa rudesse, cette saison est une course à handicap pour les uns, une simple formalité pour les autres, relève l'auteur.

Ses propos nous font prendre conscience sur la thématique du froid, la biodiversité en danger et la fragilité de l'écosystème: «Il est clair en tout cas que le Jura de demain ne sera plus qu'une pâle copie de celui que nous connaissons aujourd'hui si rien n'est fait dès à présent. Son pronostic vital est engagé. Si des actions d'envergure ne sont pas entreprises d'ici 2030, le point de non-retour risque fort d'être dépassé.»

Esthétisme, poésie, sensibilité du regard, humilité caractérisent ce bel ouvrage didactique, riche en enseignements sur ce patrimoine vivant d'une authentique beauté que nous devons instamment préserver.

Gloria Barbezat

Convictions et engagements

Rémy Cosandey, à compte d'auteur, 2021

L'auteur, bien connu du lectorat de l'Essor, montre avec ce récent ouvrage, la constance et la pérennité de ses convictions comme de ses engagements. Sans surprise, les lectrices et les lecteurs de l'Essor, mais aussi d'Arcinfo, anciennement l'Impartial et ou l'Express, de La Vie protestante, ou du Bulletin de l'Union, ou Les Services publics, et même de l'hebdomadaire français Marianne ne seront pas dépayés, mais plutôt surpris par la permanente insistance avec laquelle Rémy Cosandey a dénoncé tout au long d'une longue carrière journalistique les injustices et les inégalités qui règnent en Suisse et ailleurs dans le monde.

Une solide et vibrante plaidoirie pour une société humaine plus juste et plus solidaire, jamais prise en défaut. Les lecteurs familiers de l'Essor ne manqueront pas ce témoignage de l'engagement d'un homme fidèle aux idées progressistes et humanistes et à ses convictions sociales et démocratiques.

Un lecteur... fidèle

Ce livre est disponible auprès de l'auteur, tél. 079 273 45 14
ou à par courriel à: remy.cosandey@gmail.com

L'intégration par un travail adapté

Polyval, la plus grande entreprise sociale à vocation industrielle de Suisse romande, a fêté, cet été, son cinquantième anniversaire. Sise à Lausanne-Vernand, la fondation a pour mission de donner un travail adapté à des personnes en situation de handicap ou de grandes difficultés. Elle compte neuf sites et emploie plus de sept cents personnes dont 560 au bénéfice d'une rente invalidité. Plus de 150 spécialistes forment l'encadrement alors qu'une centaine de personnes effectuent des stages. Lors du confinement, les employés voulaient revenir! Lorsque la solitude, les difficultés voire la détresse guettent, venir au travail, rencontrer des collègues, c'est vite essentiel! Mais aussi, voir la finalité de ce qu'ils font, ajouter leur pierre à l'économie, rester concurrentiels dans notre monde si dur, c'est vraiment donner un sens à leur vie entière.

D'après *Le Courrier* du 22 octobre 2021

Des familles jouent au Père Noël...

Les Tables de Noël de Pro Senectute Vaud, un projet pilote proposant à des volontaires d'accueillir un ou des seniors pendant les fêtes, s'est déployé jusqu'au 29 décembre. Près de 40 seniors se sont inscrits pour un repas chez des volontaires de leur région alors que 70 organisateurs se sont proposés. Des expériences de vie enrichissantes pour l'hôte comme pour l'invité ont ainsi été rendues possibles. Le projet s'inscrit dans un contexte plus large, celui des Tables conviviales de Pro Senectute Vaud. Elles réunissent tout au long de l'année des bénévoles et des seniors qui partagent un bon repas, selon différentes formules.

D'après *Le Courrier* du 30 décembre 2021

Une matinée dans les baskets d'un balayeur...

Depuis quelques années, les balayeurs de Renens sensibilisent à un travail dont ils sont fiers. Il y a quatre ou cinq ans, des portraits des balayeurs ont été affichés à différents endroits de la ville accompagnés du slogan: «Je m'occupe de votre quartier, respectez-moi.» A partir de là, les regards ont un peu changé. En octobre, les huit balayeurs de l'équipe de maintenance ont invité les habitants de Renens à suivre leur tournée, tous les matins d'une semaine. Trois citoyens ont répondu présent pour donner un coup de main. En 2020, les balayeurs de la ville de Renens ont ramassé quelques cent tonnes de déchets au cours de leurs tournées quotidiennes!

D'après *24 Heures* du 15 septembre 2021

12

Soins ophtalmiques au Soudan du Sud

Un camp temporaire ophtalmologique est mis en place grâce aux efforts conjoints de la Croix-Rouge suisse, de la Croix-Rouge sud-soudanaise et d'autres soutiens locaux, en particulier du ministère de la santé et de l'hôpital universitaire de Wau. Installé à une centaine de kilomètres, ce camp temporaire permet aux habitants des régions reculées d'avoir accès à des soins ophtalmiques. (Le Soudan du Sud compte cinq ophtalmologistes pour 14 millions d'habitants. En Suisse, on en dénombre 1080). Des visites préliminaires sont organisées dans trois localités. Priorité est donnée aux opérations de la cataracte qui rendent la vue aux malades rapidement. Trois ophtalmologues et des assistants médicaux ont fait le déplacement depuis Djouba, à 600 km de là, s'ensuivent douze jours d'interventions à l'hôpital de Wau, à raison de dix heures de travail et 56 opérations en moyenne. Depuis le premier camp en 2019, le succès est énorme, grâce à la bonne collaboration de toutes les parties prenantes. L'offre est particulièrement appréciée de la population.

D'après *Humanité*, revue de la Croix-Rouge Suisse d'août 2021

Prochain numéro de l'Essor, (N° 2/2022, mi-avril), Une Europe différente

La Suisse a besoin du monde mais le monde n'a pas besoin de la Suisse. Cette affirmation n'est pas présomptueuse. Elle correspond à une stricte réalité car notre pays ne dispose d'aucune ressource naturelles et ne peut pas vivre en autarcie alimentaire, comme ce fut le cas pendant la Seconde Guerre mondiale avec le plan Wahlen. Cette situation oblige la Suisse à ne pas s'isoler et à entretenir des rapports fructueux avec ses voisins.

D'une manière surprenante, le Conseil fédéral a décidé unilatéralement de rompre les négociations avec la Communauté européenne. Cette décision est grave car il faudra bien comprendre un jour que la Suisse doit faire des concessions, qu'elle ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Dans de nombreux domaines, notamment dans ceux de la formation, de la recherche et de l'accueil des demandeurs d'asile, elle ne peut pas se débrouiller seule. Elle doit participer activement, lutter pour promouvoir une Europe plus sociale et plus écologique, se battre pour que la mondialisation profite à tous et pas seulement à une toute petite minorité de nantis. Nous traiterons ces différents thèmes dans notre prochain numéro. Nous avons sollicité des personnes qui maîtrisent bien le sujet. L'Essor entend ainsi participer à la réflexion sur la place et le rôle de la Suisse dans l'Europe et dans le monde.

Délai pour le numéro 2/2022: Vos contributions doivent nous parvenir le 15 mars 2022 au plus tard.

L'Essor:	Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.
Rédacteur responsable:	Rémy Cosandey • Léopold Robert 53, 2300 La Chaux-de-Fonds • 079 273 45 14 • redaction@journal-lessor.ch
Équipe de rédaction:	Christiane Betschen, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, François Iselin, Marc Gabriel, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Margaret Zinder.
Membres d'honneur:	Mousse Boulanger, Susanne Gerber.
Administration et retours:	L'Essor – Abonnements • Tunnels 16, 2300 La Chaux-de-Fonds • info@journal-lessor.ch
L'Essor	www.journal-lessor.ch • Abonnement annuel: CHF 36.- • Compte postal: Journal l'Essor, 12-2620-0
ISSN 1023-5663	Graphisme & composition: info@le-scribe.com • Impression: Société coopérative du Journal de Sainte-Croix, 1450 Sainte-Croix